

Actualité > Grand Sud > Tarn

## Syndicat police alliance : «Un malaise dans les services d'investigation»

### LA DEPECHE

Votre crédit de bienvenue en cours : 20 articles

LE 25/09/2014

Publié le 26/09/2014 à 00:05

### Tarn



Luc Escoda (g.) et Patrick Batignes, secrétaires régional et départemental Alliance Midi-Pyrénées / Photo DDM, J.R.



Luc Escoda, secrétaire régional du syndicat de police Alliance Midi-Pyrénées et Patrick Batignes, secrétaire départemental du même syndicat ont rencontré hier le directeur départemental de la sécurité publique du Tarn Pierre-Marc Panazio (DDSP 81) pour s'entretenir avec lui d'un «malaise grandissant remarqué dans les services d'investigation des commissariats du Tarn.»

«Ce malaise qui concerne donc les officiers de police judiciaire, est lié à plusieurs facteurs, note Luc Escoda. On déplore évidemment un manque de personnel mais aussi et surtout une charge de travail réelle en forte augmentation due aux réformes de la procédure pénale et des gardes à vue.»

Autre réforme crainte par les deux syndicalistes, «celle à venir au 1er octobre du ministère de la Justice qui va se désengager des transactions pénales assurées jusqu'alors par le parquet sur les officiers de police judiciaire.»

Il faut savoir que le département du Tarn compte entre 55 et 60 officiers de police judiciaire, «Il y en a trente à Albi, quinze sur Castres, sept à huit sur Mazamet et cinq sur Carmaux. Parmi eux, souligne Patrick Batignes, on dénombre déjà une dizaine de collègues qui ont craqué. Ils sont en arrêt maladie le plus souvent pour dépression ou un burn-out. Le DDSP du Tarn nous a dit qu'il entendait voir individuellement ce prochain mois ces policiers en souffrance.»

Le syndicat Alliance espère des résultats concrets. «Si rien de positif n'advient, on activera une cellule de veille des risques psychologiques sociaux composée d'un médecin prévention, d'un psychologue du Ministère de l'Intérieur et d'une assistante sociale.»

À noter que ce malaise touche d'autres départements limitrophes comme la Haute-Garonne. «Là-bas, des policiers aguerris ont demandé à retourner faire police-secours, raconte Luc Escoda.

J.R.